

Les droits de l'homme au cœur des discussions entre l'Algérie et l'UE

La question du respect des droits de l'homme a été au cœur des discussions tenues dimanche 7 décembre entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), indique un [communiqué](#) de cette dernière.

''L'UE a rappelé que, tel que convenu conjointement dans les Priorités de partenariat UE-Algérie, la relation bilatérale est fondée sur le respect mutuel ainsi que sur la reconnaissance et le respect des valeurs universelles et des engagements internationaux ayant trait à l'Etat de droit et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales'', indique le document.

L'attachement de l'UE aux questions des droits de l'homme en Algérie intervient après quelques jours seulement, de l'adoption par le Parlement européen d'une résolution d'urgence condamnant ''les violations des droits en Algérie''.

La réunion, selon la même source, a permis aux membres du Conseil d'association UE-Algérie de renouveler leur engagement à approfondir leur partenariat afin d'en atteindre tout le potentiel. Les parties ont échangé sur la manière de renforcer la stabilité dans la région et ont passé en revue des dossiers importants dans leurs relations tels que la gouvernance et les droits de l'homme, la coopération économique et les échanges commerciaux, l'environnement, l'énergie et la migration.

Sur le volet économique, l'UE a rappelé que la reprise économique post-Covid-19 doit reposer sur des bases durables. La progression vers des systèmes économiques durables du point de vue des ressources naturelles et garantissant l'inclusion sociale est cruciale pour garantir le développement soutenable tant en Algérie que dans l'UE et, par conséquent, le bien-être des populations sur le long terme. L'UE a montré sa volonté à renforcer la coopération à travers, entre autres, des échanges de savoir-faire en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'intégration de la problématique environnementale dans les politiques sectorielles pertinentes.